

Quand le gouvernement est critiqué pour n'avoir pas réussi à faire disparaître la pauvreté ou à offrir aux citoyens canadiens les moyens de se développer, ses porte-parole sont toujours prompts à la réplique. Le ministre va certainement nous en donner une démonstration dans quelques minutes, car il va produire une liste des dernières mesures adoptées en vue de dépenser les deniers publics de façon à en faire profiter les individus. Nous pouvons toujours dire que ces mesures sont insuffisantes, ce qui en fait se vérifie dans l'immense majorité des cas. Toutefois, il existe une objection plus importante contre l'administration gouvernementale en ce qui a trait au crédit financier en fonction de besoins et des inspirations du moment. Une telle politique signifie que le gouvernement décide, dans un nombre de plus en plus grand de secteurs, du genre de service qui pourrait être assuré, du genre d'activité que les gens doivent entreprendre, ainsi que de la façon dont les gens devront les respecter pour obtenir l'argent nécessaire à leur subsistance.

En d'autres termes, de plus en plus de pouvoirs sur la vie de la population sont concentrés dans les mains des politiciens, des bureaucrates. Dans une telle situation, des services publics d'une meilleure ou d'une moins bonne qualité peuvent être fournis à la population, mais les secteurs de développement qui permettent aux désirs et aux besoins individuels de s'exprimer sont diminués, ce qu'il recevra ou lui sera enlevé étant déterminé d'une façon de plus en plus rigide.

● (2020)

Le citoyen incapable d'exercer un contrôle effectif sur ce processus devient passif ou frustré et rebelle. On en a vu des cas dans la province de Québec et ailleurs. Il est évident que ce procédé permettant de retirer le pouvoir aux individus, de le concentrer dans les mains du gouvernement, est à un stade très avancé au Canada, et il est encore « en action ».

Pourtant, ceci est exactement l'opposé de la situation qui devrait prévaloir. La société existe pour servir les individus et non pas pour les dominer ou les manipuler. Les créditistes voient l'institution d'un programme de revenu annuel garanti comme étant un moyen par lequel cette tendance déplaisante de notre société pourrait être corrigée.

Si l'on admet que c'est un droit de tous les citoyens d'avoir entre leurs mains l'argent nécessaire pour subvenir à leurs besoins fondamentaux, les individus seront dans une position leur permettant de mettre en place leurs propres priorités et faire eux-mêmes leur propre choix.

Ils n'auront pas à accepter une pitance du gouvernement qui arrive trop souvent de la mauvaise manière ou au mauvais moment. Ils pourront contrôler la politique économique du pays à un degré plus grand et \$1 dépensé sera jusqu'à un certain point un vote indiquant à l'industrie que le consommateur, pas le gouvernement, ni le gérant de la banque, est satisfait d'un certain produit.

Les industries qui ne seront pas capables de répondre aux attentes et aux aspirations des consommateurs individuels ne seront pas en mesure de rester en affaires. Certains s'opposeront en disant que quelques individus seraient même incapables de faire face à leurs besoins de base, bien qu'ils aient suffisamment d'argent pour y parvenir.

Ceci pourrait être vrai, mais les circonstances dans lesquelles une telle situation s'applique sont très rares. De plus, les gens ne peuvent devenir véritablement maîtres de leur propre vie et ne peuvent apprendre à contrôler leurs

besoins que par la pratique du libre choix et l'apprentissage de la prise de décisions.

Ils ne peuvent toutefois devenir des citoyens libres, s'ils ne peuvent exprimer leurs réclamations d'une façon efficace et s'ils n'ont pas le moyen d'exprimer leurs demandes.

Le système de revenu annuel garanti du Crédit social permettrait de favoriser le développement de citoyens sérieux et responsables. Presque tout le monde, je pense, dans notre société, lutte pour la liberté et la sécurité économique. Mais on ne veut pas toucher au problème, on ne veut pas accepter les solutions plausibles.

Il est clair que la mise en place d'un programme de revenu annuel garanti tel que celui proposé par le Parti Crédit Social du Canada serait un pas de géant en direction de la liberté et de la sécurité économique de tous les Canadiens.

Pour terminer, monsieur le président, je dirai que les Canadiens aux prises avec les régimes actuels d'aide sociale sont écœurés des pitances qu'ils reçoivent et qui contribuent seulement à les décourager et à les garder dans la misère et que les autres Canadiens qui, eux, paient la note sont aussi écœurés de voir que le gouvernement les pénalise pour entretenir des miséreux dans la misère.

[Traduction]

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, c'est avec un grand plaisir que je participe à ce débat sur une motion créditiste demandant le revenu annuel garanti. Je tiens à féliciter l'hon. député de Champlain (M. Matte) d'avoir demandé la discussion de cet important sujet aujourd'hui. Deux mots sont importants dans la motion: «garanti» et «inflation». Je désire informer les honorables députés de la façon dont on m'a appris à aborder la vie. On m'a appris que le Canada n'avait pas été bâti avec des garanties mais à force de dur labeur.

Nous nous trouvons maintenant dans une grande période de changement. Nous vivons à l'ère scientifique. La plupart des découvertes scientifiques, au moins 80 p. 100 d'entre elles, ont été faites de notre vivant. Des machines, l'automatisation et d'autres choses qu'on n'aurait même pas pu imaginer nous arrivent à un rythme accéléré. L'automatisation des entreprises a pour but de tirer un usage maximal de ces machines; or, celles-ci ne se justifient que dans la mesure où elles peuvent ôter de l'emploi à des personnes, et cela crée un grand problème.

Les habitants de notre pays ont quitté et quittent encore les régions rurales pour s'installer dans les villes. Cette situation pose de nombreux problèmes. De plus, nous faisons face à un taux très élevé d'inflation, ce qui a augmenté le nombre des pauvres et aggravé les conditions dans lesquelles nos concitoyens vivent. En un an, la valeur du dollar a été réduite de près de 10 p. 100 à cause de l'inflation. J'ai reçu de nombreuses lettres de personnes qui se demandent comment elles vont se tirer d'affaires dans les conditions actuelles.

Nous avons parcouru beaucoup de chemin. Que cela nous plaise ou non, nous disposons d'un grand nombre de garanties. Cet après-midi, l'honorable député d'Ontario (M. Cafik) a fait tout son possible pour justifier la mise en vigueur de nombreux programmes. Ceux-ci présentent, bien entendu des garanties. Je ne crois pas que je pourrais les justifier de la même façon après avoir lu les nombreuses lettres que j'ai reçues de mes commettants qui ne retirent aucun avantage de ces programmes. Je ne sais pas si le taux élevé d'inflation en est la raison. Je soupçonne que l'inflation est la cause de nos problèmes. Puisqu'il s'agit de mon premier mandat, il m'est impossible de